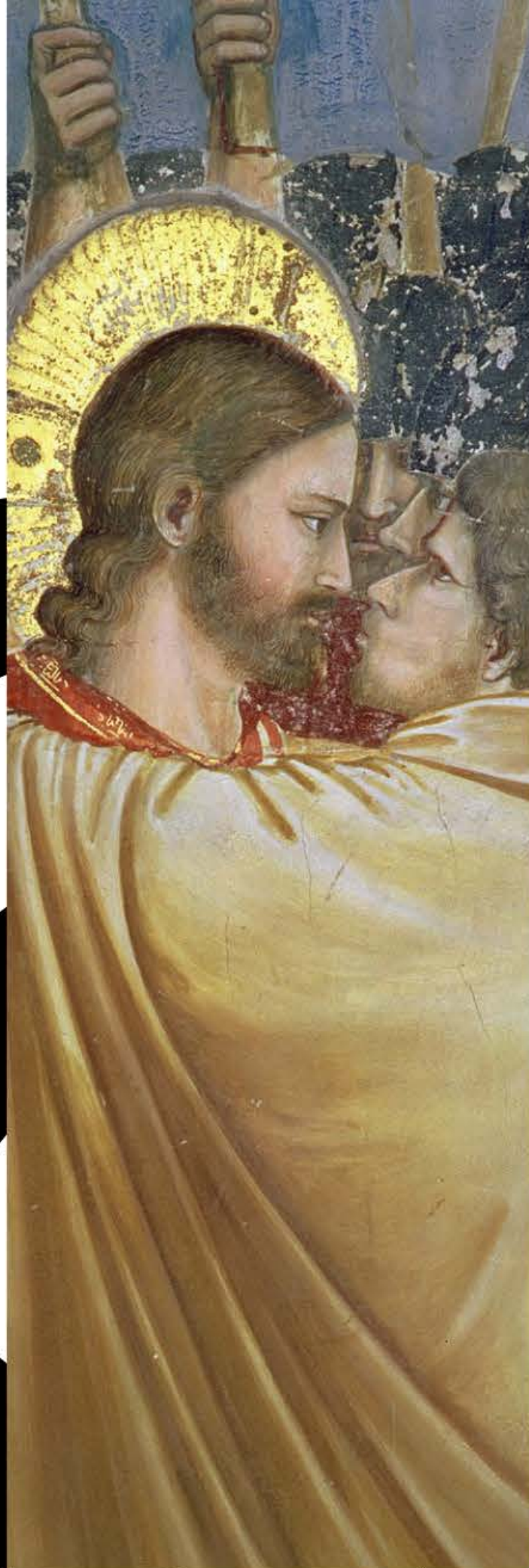


22
octobre
2026

JOURNÉE D'ÉTUDE



LOYAUTÉS

Déchirées

Regards croisés sur les
fidélités et les trahisons
politiques (XIV^e-XXI^e siècle)

APPEL À COMMUNICATIONS



« BRUTUS – Je n'aimais pas moins César, j'aimais Rome davantage »
(*Julès César*, Shakespeare, Act. III, Sc. 1).

Cette tension constitutive entre fidélité et trahison traverse l'histoire des sociétés politiques, militaires, religieuses et affectives depuis le Moyen Âge. De Judas à Danton, des conjurés de Catilina aux résistants de 1940, la frontière entre loyauté et trahison demeure mouvante, redéfinie en permanence selon les contextes, les régimes de légitimité et les rapports de force. Cette journée d'étude propose d'interroger, dans une perspective diachronique, la manière dont les acteurs (princes, sujets, militaires, époux, religieux, citoyens...) ont négocié, justifié ou subi cette tension entre fidélité et trahison du XIV^e au XXI^e siècle. Ces notions, loin d'être figées, sont des constructions sociales et politiques, qui expriment autant la norme que sa transgression, structurent les rapports humains et façonnent l'imaginaire. À travers les époques, la question de la fidélité se révèle d'autant plus cruciale que sa rupture est vécue comme un drame politique, social et moral.

Fidélité et trahison, en tant que concepts et pratiques politiques, constituent des catégories centrales pour comprendre la construction des ordres politiques et les dynamiques de pouvoir à travers l'histoire. Loin de se réduire à des notions morales abstraites, elles articulent rapports de force, obligations réciproques, enjeux identitaires et modes de légitimation ou de délégitimation du pouvoir. Elles permettent d'analyser comment se nouent et se négocient les engagements entre dirigeants et dirigés, entre individus et institutions, mais aussi comment ces engagements sont interprétés ou instrumentalisés à des fins politiques. Historiquement, la fidélité se déploie d'abord comme une relation politique et sociale conditionnelle, pleinement intégrée à l'ordre féodal et monarchique. Elle s'inscrit dans un pacte mutuel entre un souverain et ses fidèles, impliquant obligations, conseils et limites du pouvoir. Quand le pouvoir excède ces limites, l'insubordination cesse d'être infidélité au sens strict et devient une forme légitime de contestation. En contrepoint, la loyauté féodale, fondée sur le serment, constitue un pilier de la société médiévale, mais aussi l'un de ses points de fragilité. Le félon n'est pas seulement celui qui trahit, c'est celui qui rompt l'ordre du lien vassalique et moral (*fides*). La pensée politique médiévale, de Jean de Salisbury à Christine de Pizan, s'interroge déjà sur la légitimité de la résistance à un prince injuste, parfois qualifié, à tort ou à raison, de tyran. À la fin du Moyen Âge, dans des espaces politiques comme la Bourgogne ou la Bretagne, les fidélités multiples entre roi, prince et seigneur génèrent des conflits de loyauté et des accusations de trahison politique. Durant les périodes modernes et contemporaines, les fractures autour de la fidélité et de la trahison ne disparaissent pas. Au contraire, elles se complexifient et se redéfinissent à mesure que se transforment les régimes politiques et les conceptions mêmes du pouvoir. Ainsi, des figures telles que l'officier déserteur, l'espion à la cour, le ministre accusé de félonie ou le diplomate infidèle incarnent des situations où la raison d'État et la conscience individuelle s'affrontent dans des configurations politiques de plus en plus différenciées. Dans ces contextes, la fidélité n'est plus seulement l'expression d'un serment personnel, mais devient un enjeu de loyautés multiples et parfois conflictuelles, entre souveraineté nationale, engagement idéologique, intérêts personnels ou obligations institutionnelles.

Ce projet s'inscrit dans une perspective interdisciplinaire, croisant histoire, science politique, sociologie, droit et philologie. Il vise à montrer que les notions de fidélité et de trahison ne sont pas des archaïsmes moraux, mais des catégories dynamiques et révélatrices du politique, révélant les tensions entre l'ordre institutionnel, les engagements personnels et les transformations des régimes de légitimité à travers les siècles.



LOYAUTÉS
Déchirées





LOYAUTÉS *Déchirées*



Axes:

- Fidélité à une communauté et exclusion politique

Cet axe interroge la façon dont la fidélité a été historiquement construite comme un marqueur d'appartenance à une communauté politique (dynastique, religieuse ou nationale) et comment, en miroir, la trahison a servi d'outil d'exclusion et de stigmatisation. Dans cette perspective, les actes de déloyauté politique sont perçus non seulement comme des ruptures de lien, mais aussi comme des signes d'altérité, tantôt redoutés, tantôt activement combattus. L'étude du discours politique et juridique montre que l'usage du terme trahison a contribué à délimiter et sécuriser l'espace politique légitime, en marquant comme étrangers déloyaux ceux qui étaient désignés comme dissidents et en les excluant du corps politique.

- Figures du traître : entre stigmatisation et relecture historique

La figure du traître a souvent été mythifiée, diabolisée et mobilisée à des fins politiques. Cette construction narrative, qui traverse les textes juridiques, littéraires et politiques, a exercé un impact puissant sur la mémoire collective, façonnant non seulement l'image de l'individu accusé de trahison, mais aussi la manière dont les sociétés se perçoivent et se racontent leurs conflits internes. Au Moyen Âge déjà, le traître apparaît dans les sources comme un personnage ambivalent, associé à des catégories juridiques telles que la félonie, le parjure ou la lèse-majesté et souvent inscrit dans des récits où sa transgression renvoie à des enjeux profonds de souveraineté et d'allégeance, ce qui contribue à forger des représentations sociales durables de l'infamie et du déshonneur.

- Trahison et transformations des régimes politiques

Cet axe propose d'explorer la manière dont les accusations de trahison sont intimement liées aux moments de rupture, de crise ou de refondation des régimes politiques et comment elles participent simultanément à la délimitation et à la reconstruction des régimes eux-mêmes, qu'il s'agisse de monarchies médiévales en crise, d'États confrontés à des insurrections ou de démocraties contemporaines en proie à des conflits idéologiques. La trahison ne se limite donc pas à un simple crime moral ou juridique, elle est un révélateur des tensions internes à un régime et des transformations profondes de sa légitimité.

- Guerre, trahisons et loyautés politiques

Enfin, cet axe, permet d'examiner la relation profonde et souvent ambivalente entre guerre, fidélités politiques et accusations de trahison, en montrant comment les conflits armés reconfigurent les notions de loyauté, d'appartenance et d'exclusion politique. La guerre devient ainsi non seulement un moment d'affrontement militaire, mais aussi un espace d'intensification des débats sur le sens de la fidélité politique, sur la légitimité des allégeances et sur la construction ou la stigmatisation de l'« ennemi intérieur ». De tels moments révèlent aussi les différences entre loyauté populaire et définition juridique de la trahison, un thème qui se retrouve dans de nombreuses sociétés en guerre où les autorités politiques cherchent à mobiliser le soutien tout en réprimant toute forme de dissidence interne.

- Modalités:

Les propositions de communication (titre, résumé de 2 000 à 3 000 signes et présentation) sont à adresser avant le 8 mars 2026 sur le site suivant : <https://trahison.sciencesconf.org>. Chaque présentation pourra être en français ou en anglais.

La journée d'étude se tiendra à l'université de Lille, le 22 octobre 2026. Une publication des actes est envisagée.

Comité d'organisation : Mauréna Benteboula (Université de Lille – HARTIS) ; Valentin Fontana (Université de Lille – HARTIS) ; Louis Fortemps (Université de Lille – HARTIS ; KULeuven – Institute for media studies) ; Élodie Lecuppre-Desjardin (Université de Lille – HARTIS) ; Hervé Lewers (Université de Lille – HARTIS) ; Fabio Ventorino (Université de Lège – Transitions).